

Commission Paritaire de Branche du 19 janvier 2017

31 janvier 2017, l'intersyndicale appelle à la grève

**0 % DU SALAIRE NATIONAL BRUT :
POUR FO, IMPOSER N'EST PAS NÉGOCIER !**

L'Agenda social 2017 était à l'ordre du jour. Les employeurs ont commencé par nous dépeindre un tableau de perspectives économiques et industrielles « ô combien cruelles » pour les entreprises et leurs dirigeants. Une façon bien particulière de nous annoncer ce que serait, encore, leur définition du dialogue social en 2017.

Quant à la situation faite aux salariés de la branche, le document présenté n'en fait absolument pas allusion !

Outre les différentes négociations prévues pour l'année, que nous détaillerons dans un prochain communiqué, celle jamais engagée en 2016, portant sur le Salaire National Brut et qui a fait l'objet d'une déclaration portée par les 5 fédérations syndicales.

Celle-ci exprime l'**exigence d'une réelle ouverture de négociation sur le SNB** (Ci-jointe).

Prétendant avoir déjà négocié ce 0 % historique qu'ils nous imposent, propos très révélateur, encore, de leur conception du dialogue social, les employeurs ont tout simplement ignoré notre demande.

L'injure faite aux salariés par ce gel du SNB, semble ne pas suffire, s'y ajoute les sermons censés nous ramener à un raisonnement en adéquation avec... « la réalité » !

Mais qui mieux que les salariés est en position de vivre la réalité et la supporter au quotidien ?

C'est bien marquer un irrespect profond à leur égard que de prétendre expliquer à ceux qui les représentent la bonne façon de penser.

Les 5 fédérations ont donc considéré impératif et urgent d'engager la préparation d'un mouvement unitaire vers une grève le mardi 31 janvier 2017. Nul doute que les salariés, déjà fortement mobilisés pour la sauvegarde de leurs installations, de leur outil de travail, sauront **se mobiliser dans le cadre de l'unité forgée autour de cette exigence de voir le Salaire National Brut enfin négocié.**

Le second point à l'ordre du jour portait sur les activités sociales.

FO Énergie et Mines a rappelé par une déclaration détaillée l'ensemble des désaccords déjà exprimés (ci-jointe). Qu'il s'agisse de notre refus du sacrifice des salariés de la restauration méridienne, de la remise en question de l'ensemble des activités sociales, nos expressions ont depuis été reprises au-delà des frontières de notre organisation.

Tout autant, la question du périmètre des entreprises participant au financement est devenue incontournable, car elle est déterminante. L'ensemble des sujets traités dépendent de l'assiette de financement !

Nous restons convaincus que notre action en justice contre Direct Energie, « exonérée » par les pouvoirs publics de participer au financement, mériterait d'être relayée et soutenue au-delà de notre organisation.

La plateforme présentée a donc été considérée comme étant inacceptable par les 5 fédérations syndicales.

Un échange entre les employeurs et Matignon, dont l'implication avait été annoncée la veille, a ouvert une nouvelle étape, via un médiateur, dont la lettre de mission nous sera ultérieurement communiquée.

Les préoccupations majeures des salariés : la rémunération, les suppressions d'emplois, les fermetures de sites...

L'expression des salariés se révèle pousser fortement et prioritairement sur ces impératifs : **préserv**er nos entreprises, **lutter pour les salaires, le pouvoir d'achat**. L'ambition « décomplexée » des employeurs de mettre à mal notre Statut mérite aussi de construire le rapport de force indispensable.

Faire du 31 janvier une journée « entreprise morte », agir par des baisses de charge, utiliser outre la grève les moyens de « mettre bas les marteaux », dans l'unité, **c'est maintenant indispensable**.

Agir, ne pas subir